

Réunification. Les privatisations ont laissé des traces en ex-RDA



[Alternatives économiques](#), 7 novembre 2019

La réunification allemande a conduit à des licenciements massifs au début des années 1990. Reconversions, départ vers l'ouest, les travailleurs d'ex-RDA ont dû se réinventer à marche forcée. Mais tous ne sont pas durablement retombés sur leurs pieds. Ces ruptures alimentent un sentiment de déclassement sur lequel surfent les populistes.

« *Les Allemands de l'Ouest n'auraient pas tenu le coup* », lance Brigit Breuel dans les colonnes du *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* (FAS). L'ex-dirigeante de la Treuhand, l'agence publique chargé de faire table rase de l'économie planifiée, est revenue cet été avec une part d'autocritique sur la thérapie de choc administrée à l'ex-République démocratique allemande (RDA). Trois décennies après la chute du mur de Berlin, le nom de cette administration suscite toujours des émotions vives à l'Est, tant il est associé à une douloureuse transition vers l'économie de marché.

En quatre ans, la Treuhand a géré la privatisation de 12 000 « entreprises du peuple » (VEB) et de 25 000 magasins, restaurants ou librairies d'ex-RDA

En 1990, 12 000 « entreprises du peuple » (VEB) ont été placées sous son égide par le dernier gouvernement de la RDA. Elles sont à 100 % publiques, de toutes tailles et représentent plus de 99 % de l'industrie. La Treuhand gère aussi la privatisation de 25 000 magasins, restaurants ou librairies. Quatre ans plus tard, 53 % des VEB ont été privatisées, 13 % rendues à leurs anciens propriétaires expropriés sous la RDA, 30 % mises en liquidation, le reliquat

communalisé. Les deux tiers des emplois ont disparu : de 4,1 millions emplois, il n'en reste plus que 1,5 million, [d'après les chiffres officiels](#). Cette année encore, le parti d'extrême droite AfD et la gauche radicale die Linke ont réclamé une [nouvelle commission d'enquête parlementaire](#) sur les décisions prises par la Treuhand.

Parité monétaire, péché originel

Début 1990, [les autorités est-allemandes](#) jugeaient 40 % des VEB rentables, 30 % en besoin d'une restructuration et le reste destiné à la liquidation. Mais la parité monétaire entre le deutsche mark et le mark est-allemand imposée par le chancelier Helmut Kohl au printemps 1990 chamboule ce tableau. Au marché noir, la valeur du DM était au moins trois fois supérieure. « *Les entreprises d'Allemagne de l'Est, avec une productivité en moyenne du quart de celles de l'Ouest, se retrouvent avec des coûts quasiment comparables* », décrit Tobias Engelhardt, consultant à l'époque pour la Treuhand.

La Banque centrale et de nombreux économistes avaient mis en garde contre l'impact en matière de compétitivité pour des groupes employant souvent des effectifs pléthoriques. Mais Helmut Kohl passe outre. La décision est politique, il s'agit de freiner l'exode des Allemands de l'Est. [350 000 d'entre eux sont passés à l'Ouest](#) au quatrième trimestre 1989, sur une population de 16,4 millions. La marge de manœuvre de la Treuhand se réduit ainsi avant même qu'elle commence véritablement son travail à l'automne 1990. Et les difficultés ne s'arrêtent pas là. Les Allemands de l'Est boudent les produits d'ex-RDA et les possibilités d'exportations vers l'Union soviétique et l'ouest se tarissent.

Seules 6 % des entreprises industrielles échouent à des citoyens d'ex-RDA contre 80 % à des Allemands de l'Ouest et 14 % à des investisseurs étrangers, laissant un goût amer aux habitants de l'ex-RDA

Ces mauvais paramètres ne sont pas les seuls à conduire à des licenciements. Certains secteurs (mines, construction navale, sidérurgie, chimie) se retrouvent, avec la réunification, concernés par les [politiques de réduction des capacités de production](#) pilotées par la Commission européenne depuis la fin des années 1970. « *Ce processus a contribué à des suppressions d'emplois massives qui paraissent incompréhensibles pour les personnes concernées et expliquent les bleus à l'âme actuels* », reconnaît l'historien Dierk Hoffmann qui épluche les archives de la Treuhand. On peut ajouter quelques cas d'escroqueries et de corruption restés dans les mémoires, impliquant des managers ouest-allemands ou d'ex-cadres est-allemands. Finalement, seules 6 % des entreprises industrielles échouent à des citoyens d'ex-RDA contre 80 % à des Allemands de l'Ouest et 14 % à des investisseurs étrangers, laissant un goût amer aux habitants de l'ex-RDA.

Choc des cultures

Les salariés des VEB, qui avaient la garantie d'un emploi à vie, se retrouvent pris dans le tourbillon du changement de système. « *On a d'abord licencié les plus de 65 ans, à la retraite, qui continuaient à travailler* » en raison du manque de main-d'œuvre, explique Konrad Wilhelm directeur à l'époque du combinat minier de Lauchhammer, situé à deux heures au sud de Berlin, qui employait 15 000 personnes avant 1989. « *Ensuite il y a eu la première rupture, avec la mise en pré-retraite des personnes de 55 ans et plus* », poursuit-il.

Pour les autres, c'est le début d'une période riche en incertitudes où tous doivent se réinventer à marche forcée.

« En RDA, tout avait son petit train-train. A l'Ouest, tu étais sous pression »

L'ouverture du rideau de fer offre la possibilité d'aller trouver du travail à l'Ouest. Beaucoup ont saisi cette chance. La destination privilégiée est le [sud industriel de l'ex-République fédérale allemande \(RFA\)](#). Entre 1990 et 2018, les nouveaux Länder accusent un [solde migratoire négatif de 1,2 million de personnes](#), d'après le rapport gouvernemental sur la réunification. Le pas vers l'ouest requiert une adaptation aux attentes de l'économie capitaliste, notamment un rythme de travail souvent plus soutenu. « *En RDA, tout avait son petit train-train. A l'Ouest, tu étais sous pression. Tu devais produire 2 000 charnières pour la portière droite et gauche par vacation* », se rappelle Detlef Hoffmann, qui a enchaîné les boulots pendant 15 ans dans le sud de l'Allemagne. « *Il fallait apprendre à utiliser des machines commandées par ordinateur. On en avait en RDA, mais je ne travaillais pas dessus* », poursuit l'ancien machiniste du combinat de Lauchhammer.

Certains, comme Detlef Hoffmann, ont fait le choix des allers-retours à l'Ouest pour des missions d'interim, une situation qui met les relations familiales à rude épreuve. « *Mon couple a pris l'eau parce que je n'étais jamais là. Ma femme était toute seule avec notre enfant et tous les problèmes qui vont avec.* » Pour lui, les missions n'ont pas abouti à un emploi pérenne. Avec le retournement de la conjoncture causé par la crise financière, il est rentré en ex-RDA en 2008 et n'a pas repris pied professionnellement depuis.

Une politique de l'emploi contre-productive

Pour ceux restés sur place, les acteurs publics mettent en œuvre des programmes d'emplois de substitution (ABM), instrument déjà utilisé à l'Ouest à partir de 1975 pour accompagner la transition des bassins miniers par exemple. En 1992, près de 390 000 personnes en bénéficient en Allemagne de l'Est. Toutefois, les emplois sont souvent de simples occupations, dénuées d'aspect productif. « *On est allés en Sarre (Ouest) sur un site minier voir comment fonctionnaient les ABM. Pendant un an, les gens devaient réparer la clôture d'enceinte. A la fin de l'année, ils avaient fait le tour et une nouvelle journée arrivait* », se souvient, circonspect, Konrad Wilhelm, alors affecté aux travaux de démolition du combinat minier de Lauchhammer, dont il reste peu de traces visibles aujourd'hui. « *Les gens préféraient avoir encore un bâtiment à démolir. Cela faisait 14 jours de travail supplémentaires* », raconte-t-il. A la tête d'une association, Konrad Wilhelm fait vivre le souvenir industriel de la ville de Lusace en préservant les derniers vestiges, notamment six imposantes tours en briques du système d'épuration des eaux.

Outre la charge symbolique, la rémunération proposée pour les démolitions se révèle être un cadeau empoisonné. « *Elle devait être fixée à 70 % du revenu du mineur pour inciter ceux capables de trouver un nouvel emploi à aller dans le privé. Les syndicats ont imposé le taux de 90 %. Personne n'avait envie d'aller voir ailleurs* », regrette Konrad Wilhelm. Pourtant, dans les environs de nouvelles firmes « *cherchaient désespérément de la main-d'œuvre qualifiée* », d'après l'ancien cadre. Les Allemands de l'Est ont ressenti le contrecoup au milieu des années 1990, après les démolitions. « *Les gens avaient cinq ans de plus. Ceux qui avaient 50 ans devaient encore travailler 15 ans avant la retraite et se sont brutalement retrouvés au chômage. Voilà comment les gens ont perdu pied* », pointe Konrad Wilhelm.

Des reconversions dans la douleur

Une autre voie est la reconversion. Elle est parfois obligatoire car certaines qualifications acquises en RDA, comme machiniste minier, ne sont pas reconnues. Les programmes de formation massifs et les ABM n'ont pas réussi à contenir le taux de chômage à l'Est, qui passe tout de même de [10,2 % en 1991 à 19,2 % en 1998](#).

Malgré les politiques mises en œuvre, le chômage explose à l'Est, passant de 10,2 % à 19,2 % en moins d'une décennie

Mais les reconversions ne débouchent pas forcément sur des emplois durables dans des territoires sinistrés par les fermetures de sites. Petra Grosse, employée à la centrale électrique à Lauchhammer, est devenue dessinatrice industrielle puis vendeuse, sans percer. Aujourd'hui à 58 ans, elle bénéficie d'une troisième mesure d'insertion avec un emploi aidé dans une association. *« On reçoit un supplément à l'allocation d'aide sociale (424 euros pour une personne seule + prise en charge du loyer) soit 1,50 euro de l'heure pour six heures par jour. Cela fait environ 200 euros de plus à la fin du mois ».*

Le retour à l'emploi est souvent passé par d'importants sacrifices salariaux. *« Quand j'ai commencé comme caissière, je ne gagnais pas le quart de ce qu'on touchait pendant la restructuration à l'usine »*, détaille Ines Gröger, désormais à 50 ans à la tête du supermarché. Avec le regard de celle qui a réussi, elle déplore que certains *« soient restés fixés sur le métier qu'ils avaient appris »*.

Fébrilité du tissu économique

La fébrilité du tissu économique, malgré les 82 milliards d'euros investis par l'Etat fédéral de 1990 à 1994 et le [quasi doublement du nombre d'entreprises privées](#) entre 1991 (178 000) et 1995 (353 000), a engendré de nouvelles déconvenues. Après la fermeture de sa mine de potasse à Bischofferode en 1993, Bernd Schmelzer est devenu conducteur d'engins de chantier, mais son employeur a fait faillite au bout de trois ans. Il a enchaîné sur une nouvelle qualification de tourneur CNC. Il a retrouvé un emploi stable depuis 2001. *« Si j'allais à l'Ouest, je gagnerais le double dans mon métier »*, affirme-t-il.

En ex-RDA, 55 % des salariés travaillent en dehors du champ des conventions collectives (tous secteurs confondus), contre 44 % à l'Ouest, selon [l'institut WSI](#). Avec 84 % du niveau de l'Ouest, d'après le gouvernement, le rattrapage des salaires n'est toujours pas terminé. La comparaison Est-Ouest reste défavorable à l'ex-RDA pour le chômage de [longue durée](#) (2,4 % des actifs contre 1,8 %), les embauches à [temps partiel](#) (39,1 % contre 32,8 %) ou le [taux de CDD](#) (44,7 % contre 41,8 %).



© Jens Kalaene/ZUMA Press/ZUMA/REA. Vestiges d'une ancienne mine de potasse de l'ex-RDA à Bischofferode, qui a fermé en 1993.

Des citoyens de seconde zone ?

L'inquiétude pour les actifs aux carrières trouées de longues périodes de chômage depuis la réunification est désormais le montant de la future pension de retraite. « *Je sais que je ne pourrai pas en vivre* », lance Manuela Helm, 56 ans. Reconvertie dans la communication en tant qu'indépendante, l'ex-puéricultrice a mis la clé sous la porte au milieu des années 2000 et a dévié vers l'aide sociale. Elle devra demander un complément à l'Etat pour atteindre les minima sociaux.

Le retard persistant avec l'Ouest et les sombres perspectives économiques alimentent un sentiment de déclassement en ex-RDA, sur lequel surfe l'extrême droite de l'AfD

Les ruptures professionnelles, le retard persistant avec l'Ouest malgré le boom de l'économie allemande et les sombres perspectives alimentent un sentiment de déclassement en ex-RDA, sur lequel surfe l'extrême droite de l'AfD. Le parti approche ou dépasse la barre des 20 % dans tous les Länder de la région. L'exode des plus jeunes et plus qualifiés depuis la réunification a contribué au vieillissement de la population et au délitement des services publics (santé, transport, école) avec la chute du nombre de contribuables. Tous ces éléments nourrissent un complexe d'infériorité chez les habitants de l'ex-RDA par rapport à leurs compatriotes de l'Ouest. Co-auteur d'une [étude](#) établissant un parallèle entre le ressenti des Allemands de l'Est et des musulmans dans le pays, la sociologue Naika Foroutan observe

que : « *Plus d'un tiers des Allemands de l'Est se considèrent comme des citoyens de seconde classe. Les Allemands de l'Ouest n'ont pas conscience de cette situation.* »

LUC ANDRÉ